

## Le Burundi vient plaider son cas auprès de l'Union européenne

La Libre Belgique, 26 avril 2021 Le ministre burundais des Affaires Étrangères, Albert Shingiro ex-patron des services de renseignements extérieurs de son pays et ex-ambassadeur à l'Onu sera reçu ce mardi à l'Union européenne à Bruxelles, à l'invitation de celle-ci. Albert Shingiro est fait remarquer, durant sa carrière diplomatique, par ses positions anti-occidentales et, au Burundi, par une instrumentalisation du discours anti-Tutsis.

Les relations entre l'UE et le Burundi avaient été suspendues en 2016 en raison de la violence de la répression des opposants burundais réels ou supposés à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, interdit par l'Union pour la paix d'Arusha, et des violations flagrantes de l'Etat de droit. En accord avec l'article 96 de l'Accord de Cotonou entre l'UE et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) que ne respecte pas le Burundi, l'aide directe a été suspendue, tandis que se poursuit l'aide indirecte, en faveur des populations burundaises. Contacts depuis février. En février dernier, des contacts avaient été pris à Bujumbura entre le régime et certains ambassadeurs de l'UE. Cette initiative avait suscité la colère de 43 membres du parlement européen, qui avaient rappelé au chef de la diplomatie UE, Josep Borell, que l'article 96 prévoyait la levée des sanctions que les raisons qui les ont motivées disparaissent. C'est vraisemblablement la tâche de M. Shingiro de convaincre ses interlocuteurs qu'il en est bien ainsi: des élections ont eu lieu en 2020 qui ont amené à la présidence le général Evariste Ndayishimiye (mais elles furent notoirement frauduleuses); quatre journalistes condamnés à la prison pour avoir voulu faire un reportage ont été libérés à la Noël dernière; le Président a annoncé 5255 libérations de détenus (mais c'est pour engorger les prisons, de 300% et les détenus politiques sont cartés de cette grâce présidentielle). Des abus, toujours des abus. L'ONU la société civile burundaise ont, elles, jugé que la situation des droits de l'homme ne s'améliorait pas. Il y a plus de faucons au gouvernement que sous Pierre Nkurunziza. Le président Ndayishimiye encourage les milices Imbonerakure de son parti, responsables d'innombrables exactions. Il n'a toujours pas de respect des libertés publiques. Après un rapprochement avec le Rwanda, entamé en octobre 2020, le régime burundais lui a demandé de livrer les journalistes burundais réfugiés sur son territoire (ce qui a été refusé) et de les faire taire. Le régime Ndayishimiye a annoncé la fermeture du Bureau de l'Onu le 31 mai malgré les objurgations de New York pour qu'il coopère. Enfin, la justice burundaise a condamné à perpétuité 34 journalistes, figures de la société civile, avocats ayant déposé des plaintes au nom de victimes de la répression et opposants tous en exil en les rendant responsables d'un putsch militaire raté en 2015. Des mandats d'arrêt internationaux passent contre eux. Par Marie-France Cros.